

Djibouti - Le secret de Guelleh

[un-Un nouveau drame humanitaire se joue dans le nord de Djibouti, « en silence » sous l'œil « absent » coutumier des deux puissances qui sont présentes : les USA et la France.]

Le 13 mai 2006, sans raison apparente et sans préavis, les forces armées djiboutiennes ont pris position dans le Nord du Pays, avec pour objectif de terroriser les populations et d'instaurer un blocus alimentaire et sanitaire.

Commandés par le Colonel Abdo Abdi Dembil, patron de la Garde présidentielle, deux mille soldats, gendarmes et policiers ont investi la région en quelques heures. Aussitôt elles ont bloqué la circulation des voitures et des camions, à partir des villes de Tadjourah et d'Obock vers l'arrière pays. Les caravanes des dromadaires qui ravitaillaient ces régions ont été réquisitionnées et les vivres ont été confisqués.

Sans que l'on n'en connaisse le nombre exact, au moins quarante personnes ont été arrêtées et incarcérées à Obock, avant d'être transférées vers la capitale où elles ont été internées dans les locaux de Nagade (Ecole de Police). Selon les informations que je possède, elles seraient-ont été entassées dans des conditions particulièrement inhumaines : manque d'hygiène, soupçon de torture, -etet il est possible que certaines y soient toujours.e. xxxPC cette dernière phrase est peut-être à ré-actualiser ?

Le blocus mis en place n'a toujours pas été levé et les populations locales souffrent d'une pénurie dramatique de ravitaillement et de soins, sous l'œil « absent » des deux grandes nations présentes sur place : les USA et la France, qui entretiennent des bases militaires fortes de plus de trois mille personnes chacune. Pour la France, c'est de loin la base la plus importante qui soit maintenue dans un pays étranger.

La France et les USA assurent un soutien sans faille au dictateur local

Sous l'œil sinon « complice », au minimum indifférent des deux puissances sur place, qui ne peuvent pas ignorer ce qui se passe effectivement, le Président Ismaël Omar Guelleh, « réélu » sans combat en 2005 (puisqu'il était seul candidat) se livre à un asservissement en règle de la population et nargue la justice française dans l'affaire du meurtre du Juge Borrel. Par exemple (je me limiterai à quelques exemplesceux-ci, tellement tant la liste serait longue)

- Il fait tuer et il-emprisonner les syndicalistes, il promulgue un nouveau code du travail qui interdit l'adhésion des employés à un syndicat...

- Il cède dans des conditions illégales, pour des durées longues (20 ans) la gestion des principaux actifs de l'Etat (Port, Aéroport, encaissement des taxes d'importation) à des sociétés étrangères dont il (xxxPC ou « son clan » ?) détient certainement des parts importantes,

- Il a dénoncé les accords judiciaires avec la France afin que ni ses proches, ni lui-même n'ait à répondre à la Justice française qui souhaiterait les entendre dans le cadre du meurtre du Juge Bernard Borrel, survenu en octobre 1995 et dont l'instruction, en dépit des obstacles soigneusement mis en place par les ministères français de la Justice et des Affaires étrangères, continue à faire-des progrèsser,

Toujours soutenu, sans aucune faiblesse mais de façon incompréhensible, par Jacques Chirac, Ismaël Omar Guelleh donne l'impression de pouvoir tout se permettre, y compris :

- d'inventer un faux cas de contamination humaine au virus de la grippe aviaire pour solliciter des subventions internationales,
- de susciter des attentats à la bombe ou à la grenade, en pleine ville, pour tenter de détourner l'attention des observateurs (les derniers remontent au lundi 5 juin 2006 – Grenade Avenue 13 - et le 5 juillet 2006 – explosion dans le bureau de la Poste -), xxxPC ré-actualiser ?

- de faire arrêter, puis expulser, un représentant du Bureau international du travail (avec rang de diplomate onusien) et interdire l'accès à des représentants de la FIDH et de la CISL,

- de détourner pratiquement toutes les aides internationales et d'aliéner les seuls biens de valeur de l'Etat, ruinant le pays et endettant sa population pour des générations...

Guelleh joue habilement sur deux tableaux, mettant Français et Américains en concurrence, lorsque cela l'arrange, en particulier pour renégocier les montants qui lui sont versés pour la location des bases militaires : ils ont été pratiquement quadruplés en quelques années.

Qu'est-ce qui pourrait justifier ce soutien franco-américain ?

La question qui se pose aux observateurs est de découvrir les raisons de ce soutien « abusif » à l'un des pires régimes dictatoriaux de l'Afrique, dont curieusement, la presse française ne parle que très rarement.... !

Côté Américain :

il est clair que l'Administration américaine veut prendre des nouvelles positions en France-Afrique (xxxPC on comprend le lapsus...) et qu'elle n'est pas mécontente de concurrencer la France dans l'une des places stratégiques de l'Afrique de l'est.

La raison officielle serait la lutte contre l'un des bastions d'Al Qaida en Somalie. Cela n'est probablement pas faux.

Mais échaudés par leur première intervention dans ce pays, qui s'était soldée par un repli sans gloire en octobre 1993, après deux ans de cafouillage militaro-humanitaire, les Américains préfèrent agir de loin et par personnes-régimes interposés. C'est de Djibouti qu'ils dirigent les opérations dont la plus récente et la plus catastrophique a constitué à soutenir financièrement les Chefs de milice pour qu'ils traquent les forces islamistes extrémistes.

Cela s'est soldé récemment par un nouveau fiasco puisque ce sont les forces islamistes qui ont gagné le combat et qui se sont emparées de la capitale avec des visées plus ou moins avouées sur l'ensemble du pays.

Côté Français :

il y a d'abord une présence historique qui remonte à 1859. La colonisation a pris fin le 27 juin 1977, mais un traité de garantie de la sécurité extérieure a pris le relais, permettant à la France de maintenir sa base militaire la plus importante à l'étranger (On a compté jusqu'à cinq ou six.000 mille militaires selon les époques : Légion étrangère, Marsouins, Marine et Armée de l'Air).

Mais il y a probablement autre chose !

Quels secrets peuvent bien partager les autorités djiboutiennes et françaises, secret aussi terrible qu'inavouable, pour que la politique française en soit réduite

à France fermer les yeux de façon systématique sur les dérives aggravées de ce régime ? :-

~~-qui a probablement commandité le meurtre d'un magistrat français en exercice,
-qui se permet d'instaurer un blocus alimentaire et sanitaire, privant dans l'indifférence générale, des milliers de personnes de toute source d'approvisionnement,~~

~~-qui fait arrêter puis expulser un représentant du BIT (avec rang de diplomate) et interdire l'accès à des représentants de la FIDH et de la CISEL~~

~~- qui détourne pratiquement toutes les aides internationales et qui aliène les seuls biens de valeur de l'Etat, ruinant le pays et endettant sa population pour des générations~~

Est-ce, comme l'a suggéré Elisabeth Borrel, la veuve du Juge assassiné, le fait que Djibouti aurait pu servir de plaque tournante à la livraison de produits interdits (uranium, à des fins nucléaires?) à des pays comme la Corée ou l'Iraq ?

Une presse très discrète qui n'évoque que rarement la situation dramatique des populations locales, en particulier celles du nord

Bien qu'elle ne soit pratiquement jamais médiatisée (à part quelques articles, dont le dernier en date (xxxPC actualiser ?) a été publié par l'Humanité le 1^{er} Juin sous la plume de Jean Chatain), la situation du pays est alarmante : violations des Droits de l'Homme, arrestations et incarcérations arbitraires, exécutions extrajudiciaires, confiscation illégale des biens privés, refus d'accès aux services d'urgence à ceux qui ne peuvent pas payer des sommes importantes, accaparement de toutes les ressources économiques, etc.

Ce n'est pas le seul pays d'Afrique où l'on constate malheureusement une évolution aussi catastrophique, mais il ne doit pas rester oublié de l'opinion publique, car cela conforterait le régime tyranique dans son action criminelle.

~~Pour terminer (XXX JLS / voir où vous voulez mettre la phrase), L-la France accueille comme "stagiaire au Collège Inter-armée de la Défense", le lieutenant-Colonel Zakaria Aden Mohamed, qui a été pendant plusieurs années le responsable des tortures à la Villa Christophe, puis dans les locaux de la Gendarmerie. De plus, c'est l'équipe placée sous ses ordres qui a effectué les premiers constats, après le décès du Juge Bernard Borrel en Octobre 1995.~~